

## DE LA RHODÉSIE AU ZIMBABWE

18 AVRIL 1980

Dans le processus de décolonisation du continent africain, la Rhodésie a constitué jusqu'à l'indépendance du Zimbabwe un cas tout à fait à part.

D'abord habité par des Bochimans, le pays est peuplé à partir du VI<sup>e</sup> siècle par les Shonas, groupe de tribus parlant des langues très proches, d'origine bantoue. Ils succèdent à des éleveurs bochimans et créent de grands royaumes d'éleveurs, riches en minerais d'or et de cuivre (Zimbabwe (1) jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle, puis Monomatapa jusqu'à l'arrivée des Anglais). Ils nous sont connus par les récits des Portugais qui faisaient le commerce de l'or avec les ports de l'Océan indien, et furent les premiers colons.

En 1830, le Sud et l'Ouest du plateau shona sont envahis par une ethnie zoulou de tradition très guerrière, les Ndebele. Puis Britanniques et Boers du Transvaal se disputent le contrôle du territoire par une politique de traités avec les chefs locaux. Cecil Rhodes prend Paul Kruger de vitesse. Fondateur et président du groupe de production de diamant De Beers, puis premier ministre de la province britannique du Cap, il a une grande ambition : conquérir de nouveaux territoires au profit de la Couronne, étendre à l'Afrique noire l'empire de Victoria, implanter des colons le long d'une ligne ferroviaire qui relierait Le Cap au Caire. Sur proposition du premier ministre lord Salisbury, une charte royale crée en 1889 la *British South Africa Company* (BSAC), société commerciale de droit privé, dotée de considérables prérogatives de puissance publique. Le territoire reçoit le nom de Rhodésie en 1897.

Cette colonisation est brutale : confiscation des meilleures terres et des troupeaux, méthodes expéditives de la police, travail forcé, humiliation des chefs coutumiers. Les Noirs se révoltent. En pays ndebele, comme dans la population shona, deux guérillas s'organisent, durement réprimées (1896). Les 5 000 colons se sentent mal défendus par la BSAC, à laquelle ils reprochent de redistribuer en priorité les profits agricoles et miniers à ses actionnaires, au détriment de l'ad-

---

(1) La capitale de cet État était implantée sur le site actuel de Great Zimbabwe, considéré comme le plus ancien ensemble de ruines en pierre d'Afrique sub-saharienne.

ministration et de la sécurité du territoire. Ils réalisent qu'en cas de nouveau coup dur, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes. Le sentiment d'être incompris de l'Angleterre, de devoir défendre seuls les acquis de la colonisation, les conduit à exiger de Londres une plus grande autonomie politique. Ils obtiennent la création à Salisbury, leur capitale, d'un conseil législatif exclusivement composé d'Européens. Ils refusent de fusionner avec la Rhodésie du Nord, où la majorité noire est encore plus écrasante, et rejettent la proposition de Cecil Rhodes de les unir à l'Afrique du Sud, pour ne pas être envahis par des colons Boers.

En 1923, la Rhodésie du Sud devient colonie de la Couronne. Commence alors une période de trente ans pendant laquelle le pouvoir blanc va s'organiser et se consolider, moyennant une discrimination systématique de la majorité noire, totalement exclue du gouvernement du pays. Au motif que le pays est divisé en deux communautés, le parlement, qui ne représente que les Blancs, alloue d'autorité aux Noirs, chassés de leurs terres ancestrales, la moitié des surfaces et les moins cultivables, alors qu'ils constituent 97 % de la population. Dans les mines et l'industrie, les syndicats leur sont fermés. Premier ministre pendant vingt ans, Godfrey Huggins déclare en 1938 : « Les Européens de ce pays peuvent être comparés à une île blanche dans une mer noire, les ouvriers qualifiés et les commerçants formant la plage, et les classes supérieures les hauteurs de l'île. Allons-nous autoriser l'indigène à grignoter la plage pour attaquer ensuite graduellement les hauteurs ? Permettre cela serait retirer de ce pays le levain de la civilisation, et l'homme noir retournerait alors, inévitablement, à une vie encore plus barbare que celle qu'il a jamais connue ».

En 1953, pour créer en Afrique australe un grand ensemble politique rattaché à l'Empire, et empêcher la Rhodésie du Sud de tomber dans l'orbite de l'Afrique du Sud où le parti afrikaner a institué l'apartheid en 1948, le gouvernement britannique décide de réunir au sein d'une fédération la Rhodésie du Sud, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland. Eux aussi explorés par Cecil Rhodes et colonisés par la BSAC, ils sont devenus protectorats britanniques en 1892 et 1911 respectivement. Mais les politiques des trois territoires divergent. La majorité noire a beaucoup plus de droits en Rhodésie du Nord et au Nyassaland, les Africains y ont conservé leurs terres, un syndicalisme africain s'est développé en Rhodésie du Nord et une élite africaine entend défendre ses droits au Nyassaland. La fédération est dissoute en 1963 et les deux pays accèdent à l'indépendance en 1964, la Zambie sous la présidence de Kenneth Kaunda, le Malawi sous celle d'Hastings Banda.

Entretiens, la Rhodésie du Sud s'est dotée en 1961 d'une nouvelle constitution. Elle fait un petit geste en direction de la population africaine et concède le droit de vote à 4 600 Noirs. Le gouvernement de sir Edgar Whitehead abroge une série de mesures discriminatoires (« petty apartheid ») : les Noirs sont autorisés à fréquenter les jardins publics, les grands hôtels et les cinémas. Il n'y a plus de files d'entrée séparées dans les bureaux de poste et les banques. Ces assouplissements ne répondent pas du tout aux revendications d'égalité et de suffrage universel des dirigeants nationalistes, tous deux issus du syndicalisme,

Joshua Nkomo, qui crée en 1962 la ZAPU (*Zimbabwe African People's Union*), et Robert Mugabe, l'année suivante, la ZANU (*Zimbabwe African National Union*).

Les élections de 1962 donnent la victoire à un nouveau parti, exclusivement blanc, le *Rhodesian Front*. Son chef, Ian Smith, né en Rhodésie, grand exploitant agricole, qui a participé à la Seconde guerre mondiale comme pilote dans la RAF, est élu premier ministre. Sa philosophie est simple. Ce sont les Blancs qui ont mis en valeur le pays. Ils ont donc droit à un statut particulier. Les Noirs ne sont pas suffisamment « mûrs et raisonnables » pour gouverner. Au contraire, leur intérêt est de laisser les commandes aux Blancs : ils leur assureront stabilité politique et développement économique, et les protégeront ainsi du « communisme international » qui cherche à déstabiliser l'Afrique australe en manipulant les mouvements nationalistes.

Ian Smith réclame à Londres une indépendance immédiate pour la Rhodésie, mais les gouvernements d'Alec Douglas Home puis d'Harold Wilson y mettent une condition : que les Africains soient de plus en plus associés au pouvoir, et toutes les lois discriminatoires abolies. Ian Smith repousse ces exigences et déclare unilatéralement l'indépendance (11 novembre 1965). Cette indépendance, au profit des seuls Blancs, va à contre-courant de l'évolution du continent africain au début de cette décennie 1960. Elle n'est pas décidée, bien au contraire, par la puissance coloniale. Non seulement elle ne bénéficie pas à la majorité de la population mais elle l'écarte délibérément du pouvoir. Une nouvelle constitution supprime le droit de regard du parlement britannique sur la législation rhodésienne. Fondamentalement, les Blancs ne comprennent pas, ou refusent de comprendre, qu'ayant librement mené leurs affaires depuis plus de quarante ans, ils devraient céder à ce qu'ils regardent comme une mode tiers-mondiste et un fatalisme du pouvoir noir en Afrique. La Rhodésie compte alors 210 000 Européens pour 4 millions d'Africains.

La réaction britannique est immédiate : la Rhodésie est expulsée de la zone sterling, elle perd les avantages commerciaux préférentiels du Commonwealth, le Royaume Uni interdit toute importation de sucre, tabac, viande et minerais, qui font la richesse du pays. Dans la foulée, le Conseil de sécurité demande à tous les États « de ne pas reconnaître ce régime minoritaire, raciste, illégal », et adopte une série de sanctions économiques. Harold Wilson rencontre Ian Smith à deux reprises à bord d'un bâtiment de la Navy en rade de Gibraltar (2), mais Smith est inflexible. Le *Rhodesian Front* franchit un pas de plus dans la rupture en instituant en 1970 la République de Rhodésie, avec un drapeau et un hymne national. Elle aura deux présidents, Clifford Dupont puis John Wrathall, et ne

---

(2) *Tiger* en 1966, *Fearless* en 1967.

sera reconnue que par l'Afrique du Sud, et par le Portugal jusqu'à la révolution des Oeillets. Pendant dix ans, les premiers ministres britanniques (3) essaient de convaincre Ian Smith d'accepter la règle de la majorité, moyennant une levée des sanctions et une aide massive au développement pour les populations africaines. Rien n'y fait. Ni les sanctions, ni les pourparlers bilatéraux, ni les pressions parallèles de l'Afrique du Sud, qui redoute une déstabilisation à sa frontière Nord.

En 1975, l'indépendance des colonies portugaises change la donne. Elle permet à la guérilla d'avoir une base arrière au Mozambique. Les premières opérations militaires avaient commencé en 1962, mais la guerre civile prend une toute autre ampleur. Joshua Nkomo et Robert Mugabe, libérés en 1974 après dix ans de détention, s'exilent respectivement à Lusaka et à Maputo. Nkomo équipe et forme la ZIPRA avec l'aide des Soviétiques et des pays de l'Est. Mugabe entraîne la ZANLA avec des instructeurs chinois, nord-coréens et yougoslaves. Si, vis-à-vis de l'extérieur, elles forment un seul « Front patriotique », chaque organisation poursuit son action propre, la ZIPRA dans le Matabeleland, la ZANLA en pays shona. Parallèlement à ces deux formations politiques qui ont choisi la lutte armée, apparaissent, avec l'appui logistique et financier de l'Afrique du Sud, plusieurs partis dont les chefs n'ont pas quitté la Rhodésie, et pour lesquels la voie du dialogue avec Ian Smith n'a pas encore été épuisée (4).

Les années 1975-1977 sont marquées par d'intenses efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre. En 1975, une conférence réunit à Victoria Falls, sur le pont-frontière entre Zambie et Rhodésie, le premier ministre Sud-africain John Vorster, le président Kenneth Kaunda, Ian Smith, Joshua Nkomo, Abel Muzorewa et N. Sithole. C'est un échec. Les États-Unis entrent alors en scène : l'administration Nixon redoute qu'une prolongation du conflit rhodésien ne contribue à accroître encore l'influence de l'URSS et des pays de l'Est en Afrique australe. En 1976, Henry Kissinger propose un règlement. Ian Smith accepte le principe de la majorité et le transfert du pouvoir à un premier ministre noir dans un délai de deux ans, si les Blancs conservent les ministères de l'intérieur et de la défense. Kissinger accepte. Appuyés par les « États de la ligne de front » (Zambie de Kenneth Kaunda, Tanzanie de Julius Nyerere, Mozambique de Samora Machel, Botswana de sir Seretse Khama), Joshua Nkomo et Robert Mugabe rejettent le compromis.

---

(3) Edward Heath (1970-1974), Harold Wilson (1974-1976), James Callaghan (1976-1979)

(4) Evêque méthodiste, Mgr Abel Muzorewa a créé l'*African National Congress* de Rhodésie. Appartenant à la même église, le révérend Ndabaningi Sithole a été l'un des co-fondateurs de la ZANU avec Robert Mugabe avant de rompre avec lui, comme Mgr Muzorewa, pour privilégier la négociation avec Ian Smith sur la lutte armée.

Après une nouvelle tentative infructueuse de médiation anglo-américaine (5), Ian Smith négocie avec Muzorewa et Sithole « l'accord interne » de 1978, qui accorde aux Noirs 72 sièges de députés sur 100. Ian Smith accepte le principe du suffrage universel pour tout Africain de plus de 18 ans, mais pas pour tout de suite. Il exige en contrepartie que les Blancs conservent le contrôle de l'économie, de l'armée et de la fonction publique, ainsi qu'un droit de veto sur toute législation qui porterait atteinte à leurs intérêts. Muzorewa et Sithole acceptent. Nkomo et Mugabe refusent. Le Conseil de sécurité déclare l'accord interne illégal et inacceptable. Les sanctions sont maintenues. Aux élections législatives, Ian Smith remporte comme d'habitude tous les sièges réservés aux Blancs. Mgr Muzorewa obtient l'essentiel des sièges attribués aux Africains. La guerre civile s'étend à l'ensemble du pays.

En mai 1979, Mgr Muzorewa devient premier ministre. Ian Smith est ministre d'État. La Rhodésie prend le nom de Zimbabwe-Rhodésie, avec un chef d'État noir, Josiah Zion Gumede, enseignant et ancien prêtre presbytérien qui, lui aussi, ne restera en fonction que huit mois. L'Afrique du Sud est la seule à maintenir avec Salisbury des relations diplomatiques.

C'est alors que le Royaume-Uni reprend l'initiative. Cette fois-ci, elle sera décisive. Mme Thatcher réunit à Lusaka, en août 1979, les chefs de gouvernement du Commonwealth et obtient leur accord sur quelques grands principes. Il incombera au Royaume-Uni d'accorder au Zimbabwe une indépendance légale, sur la base du suffrage universel et de la règle de la majorité : c'est l'indépendance qu'il n'avait pas pu lui accorder dans les années soixante, alors que le Nigeria, le Ghana, le Kenya par exemple devenaient des États souverains. La constitution issue de l'accord interne ne peut y conduire. Toutes les parties au conflit devront être associées à la recherche d'un règlement durable. La future constitution du Zimbabwe devra prévoir des garanties pour la minorité blanche. Le nouveau gouvernement devra être issu d'élections libres et équitables, organisées par le gouvernement britannique.

Sitôt terminée la conférence de Lusaka, Mme Thatcher convoque à Londres une conférence constitutionnelle qui s'ouvre le 10 septembre à Lancaster House, et terminera ses travaux le 15 décembre. Pour la première fois, toutes les parties acceptent de siéger autour de la même table. Il y a trois délégations : celle du gouvernement britannique, conduite par lord Carrington, ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth, qui préside la conférence ; celle du gouvernement de Zimbabwe-Rhodésie, présidée par Mgr Muzorewa, et dont fait partie Ian Smith ; celle du Front patriotique, qui a deux têtes, Joshua Nkomo et Robert

---

(5) Conférence de Genève (2 octobre 1976-11 janvier 1977) réunissant Ian Smith, Joshua Nkomo et Robert Mugabe sous la présidence de l'ambassadeur de Grande-Bretagne auprès des Nations Unies, sir Ivor Richard.

Mugabe. La conférence donnera lieu à trois mois d'intenses discussions, jalonnées de ruptures, d'ultimatums et de réconciliations, et marquées jusqu'à la fin par un grand suspense. Les Etats de la ligne de front, qui ont apporté aux deux mouvements de libération un appui politique constant et une aide militaire et logistique décisive, ce qui leur a valu de sanglantes représailles de l'armée rhodésienne, œuvrent dans la coulisse pour persuader le Front patriotique d'accepter le compromis final. L'Afrique du Sud joue le même rôle auprès de Mgr Muzorewa, qui est largement sa créature.

L'accord final se fait sur une nouvelle constitution. Le pays prendra le nom de Zimbabwe. Un parlement bicaméral sera élu pour cinq ans. Alors que, dans les Etats africains anglophones, le chef de l'État est en même temps premier ministre, les fonctions seront séparées pour permettre aux Shonas et aux Ndebele de se les répartir. Une armée nationale sera créée, amalgamant des éléments de l'ancienne armée rhodésienne, de la ZANLA et de la ZIPRA. D'importantes garanties sont apportées aux Blancs : 20 sièges sur 100 à l'Assemblée nationale, et 10 sièges au Sénat sur 40, alors qu'ils représentent 14 % de la population ; reconnaissance solennelle, dans une longue déclaration, du droit à la propriété privée, avec son corollaire, une juste indemnisation en cas de réforme agraire ou de nationalisation de l'industrie ou des mines, dispositions qui ne pourront être modifiées pendant dix ans sans l'accord des députés blancs ; droit de continuer à percevoir les retraites acquises pendant les années de l'UDI et d'en transférer le montant à l'étranger ; droit d'acquérir la nationalité zimbabwéenne sans perdre pour autant la nationalité britannique ou sud-africaine.

Jusqu'aux élections, le pays reprendra le nom de Rhodésie, avec le statut de dominion rattaché à la Couronne, et un gouverneur nommé par la reine Elizabeth II. Le cessez le feu sera contrôlé par des forces britanniques et du Commonwealth. Les élections sont fixées aux 14 (pour les Blancs), 26, 27 et 29 février 1980. L'éphémère parlement rhodésien élu au printemps 1979 se saborde en votant une loi aux termes de laquelle « le Zimbabwe-Rhodésie cesse d'être un Etat indépendant et devient dominion de Sa Majesté ».

Le Royaume-Uni lève ses sanctions. Le Conseil de sécurité abroge les siennes par la résolution 460 (1979) du 21 décembre 1979. Margaret Thatcher écrit aux chefs d'État et de gouvernement de la CEE pour les inviter à rouvrir dès que possible leurs consulats généraux, fermés depuis dix ans, afin que les partenaires européens du Royaume-Uni puissent témoigner, grâce à leurs représentants sur place, des efforts de son gouvernement pour conduire la transition de manière irréprochable.

C'est dans ce contexte que Philippe Faure, conseiller technique au cabinet de Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, me proposa de rouvrir notre consulat général en Rhodésie, avec vocation à le transformer en ambassade après l'indépendance. Rédacteur au service de coopération économique depuis quatre ans, j'avais fait savoir mon intérêt pour une affectation africaine, mais je pensais plutôt à un pays francophone, comme chef de mission de coopération. Il fallait pouvoir partir très vite. Ma famille me rejoindrait dès que possible. Je me

doutais bien que la mission allait être passionnante, et cette proposition totalement inattendue comblait mes attentes. Avant la publication du décret, ma nomination comme consul général de France à Salisbury fut soumise, via le Foreign Office, à l'agrément du gouverneur, lord Soames, qui avait pris ses fonctions le 11 décembre 1979. Il donna son accord par retour.

La France avait ouvert en 1950 à Salisbury une chancellerie détachée, qui faisait partie de notre réseau consulaire dans les « possessions anglaises en Afrique » (6), sous l'autorité de notre ambassadeur à Londres. En 1954, ce poste fut érigé en consulat général, avec compétence, pendant les dix années d'existence de la fédération, pour la Rhodésie du Sud, la Rhodésie du Nord et le Nyasaland. Trois consuls généraux se succédèrent : Reginald de Warren, Louis de Cabrol et Jean Desparmet. Ils disposaient d'une équipe réduite : un consul adjoint, un vice-consul, un attaché de presse, un attaché commercial. Le poste avait autorité sur trois agences consulaires : Bulawayo, Lusaka et Blantyre.

Lors de la première vague de sanctions contre la Rhodésie (1965), Jean Desparmet fut rappelé, comme tous les autres consuls généraux, et le poste dirigé par le vice-consul, Jean Bellivier puis Michel Galas. Avec la deuxième vague (1970), le poste fut fermé.

Ma mission était d'abord politique : prendre contact avec le maximum d'interlocuteurs pour rendre compte à Paris de la manière dont se déroulait le processus d'indépendance et préparer l'établissement de relations diplomatiques avec le Zimbabwe indépendant. En raison de l'urgence, un programme très réduit mais incontournable de visites de départ fut organisé par le sous-directeur d'Afrique australe et de l'Océan indien, Jean Guéguinou, et le rédacteur chargé du Zimbabwe, Hadelin de La Tour du Pin (7). Au Département, je me limitai à l'essentiel : le secrétaire général, Bruno de Leusse, qui avait été mon premier ambassadeur ; le directeur de cabinet du ministre, Jacques Viot ; le directeur des affaires africaines et malgaches, Guy Georgy, qui était absorbé par les gros dossiers de l'Afrique francophone ; le directeur des conventions administratives et des affaires consulaires, Gilbert de Chambrun. Aucun ne se hasardait à prédire ce qui pouvait se passer avant et après l'indépendance, et leurs instructions étaient simples et de bon sens : « Voyez sur place et rendez compte au Département ».

Le directeur général du SDECE demanda à me rencontrer. Alexandre de Marenches connaissait bien la Rhodésie, il y était allé chasser, et il s'entretenait chaque semaine au téléphone, depuis dix ans, avec le plus proche collaborateur de

---

(6) Terminologie des Annuaire diplomatiques et consulaires de l'époque

(7) L'un comme l'autre m'apporteront une aide précieuse et seront des relais très efficaces pendant toute la durée de ma mission.

Ian Smith. Il me présenta sur un grand planisphère mural éclairé au néon, avec une longue baguette, les enjeux des semaines à venir pour la compétition Est-Ouest en Afrique australe dont les réserves minières étaient stratégiques. Ian Smith avait essayé de contenir la poussée marxiste autant qu'il l'avait pu, il avait rendu service aux Occidentaux, mais les temps avaient changé et cette page était désormais tournée. Le directeur général du Service était très inquiet de la tournure que pouvaient prendre les événements, mais se gardait lui aussi de tout pronostic.

Je me rendis à Salisbury en passant par Johannesburg, où notre consulat général avait hérité des archives concernant la petite communauté française de Rhodésie du Sud au moment de la fermeture du poste. C'est par Johannesburg aussi que transitaient les crédits permettant de rémunérer l'agent recruté local, la comtesse Széchényi qui, depuis dix ans, était la gardienne de notre résidence à Salisbury.

Je pris mes fonctions le 9 février 1980.

Francis Lott, adjoint au chef du service des immeubles et des affaires générales, était venu fin janvier pour préparer sur le plan logistique la réouverture du poste. Au moment de la fermeture, l'Inspection générale des postes diplomatiques et consulaires avait recommandé au Département de conserver notre résidence du 23, York Road, pensant que, le jour où le Zimbabwe deviendrait indépendant, elle serait parfaite pour notre ambassadeur. Elle était encore en très bon état et immédiatement utilisable. Je pouvais aussi, dès le lendemain de mon arrivée, installer le consulat général dans les bureaux loués par la mission du Département sur Jameson Avenue, en plein centre-ville.

En attendant l'arrivée graduelle de ma petite équipe (une secrétaire formée au chiffre, un consul adjoint, un attaché, un conseiller commercial et son adjoint, ce qui correspondait au format du poste avant les sanctions), j'étais seul, et ne pouvais pas envoyer à Paris de messages cryptés, car l'installation du chiffre, avec la grille de sécurité et la cage de Faraday, répondait à des normes de sécurité très précises et elle ne pouvait se faire rapidement, les entreprises compétentes, toutes tenues par des Blancs, subissant une hémorragie de contremaîtres et d'ouvriers qualifiés. C'est pourquoi, chaque semaine, par un vol d'Air Rhodesia, notre vice-consul à Johannesburg, Alain Le Seac'h, venait remettre à jour les passeports des Français restés en Rhodésie et récupérer mes télégrammes pour les ramener à Johannesburg d'où le consul général, Jean-Paul Schricke, les envoyait chiffrés à Pretoria. Notre ambassadeur en Afrique du Sud, Bernard Dorin, les transmettait au Quai d'Orsay.

La période de transition était à hauts risques. Les élections ne pouvaient se dérouler que si la guerre civile prenait réellement fin, ce qui exigeait une application stricte des dispositions de l'accord de Lancaster House concernant le désarmement des deux mouvements de guérilla. Les incidents furent nombreux, principalement déclenchés par la ZANU.

Comme toute la communauté internationale, à l'exception de l'Afrique du Sud, et du Portugal jusqu'en 1975, nous avons été privés pendant dix ans de toute présence officielle sur le terrain, et notre analyse de la situation politique était très influencée par ce que nous disaient les Britanniques et surtout les Sud-Africains.

À partir d'une projection de sièges basée sur le résultat des élections d'avril 1979, le pronostic de Pretoria était que Muzorewa l'emporterait automatiquement, puisqu'il était shona et que son ethnie représentait 80% de la population. Les Shonas voteraient en majorité pour lui, puis, pour gouverner, il ferait alliance avec Joshua Nkomo, pour lequel les Ndebele se prononceraient massivement. C'est le discours que les diplomates sud-africains tenaient dans toutes les capitales.

L'isolement diplomatique de la Rhodésie renforça la cohésion des Blancs et leur unité autour de Ian Smith. Se posant en défenseurs de l'héritage des colons de Cecil Rhodes, convaincus d'être « les seuls dépositaires de la civilisation dans un environnement barbare », avec une vision apocalyptique de l'arrivée des Noirs au pouvoir, les Blancs se considéraient aux avant-postes de l'Occident chrétien en Afrique australe, face au péril marxiste et soviétique. L'ostracisme de la communauté internationale, dont ils n'avaient que faire, était mis sur le compte d'une profonde ignorance « des vraies réalités rhodésiennes ».

Les élections se déroulèrent aux dates prévues, ce qui constitua une performance. Le gouvernement de Mme Thatcher invita près de 300 observateurs internationaux à les superviser, dont deux fortes délégations du Commonwealth et des États membres de la CEE, cette dernière comprenant quatre Français : deux parlementaires, André Chandernagor et Gérard Longuet, et deux diplomates, Jean-Jacques Peyronnet, qui avait ouvert notre ambassade en Angola, et Gérard Cros, premier conseiller de notre ambassade en Afrique du Sud. 700 journalistes vinrent du monde entier, et purent circuler librement dans tout le pays. Ayant constaté par leurs multiples déplacements sur le terrain que la participation avait été exceptionnelle (94%), que le secret du vote avait été respecté, et que les électeurs en avaient été convaincus, les observateurs conclurent à des élections libres et équitables. La présence de 1 200 militaires et de 570 policiers britanniques, comme agréé à Lancaster House, contribua beaucoup à la bonne organisation du scrutin.

Mais le résultat ne fut pas du tout celui qui était attendu par les Rhodésiens blancs, et annoncé par les Sud-Africains. Le jour J, c'est pour Robert Mugabe que les électeurs shonas votèrent en masse. Muzorewa s'était révélé incapable de tenir ses engagements en faveur d'une amélioration du statut des Noirs. Son allégeance au régime sud-africain, qui lui apportait un appui financier et logistique trop visible, son anticommunisme primaire, ses outrances verbales, se retournèrent contre lui (8). Robert Mugabe et Joshua Nkomo apparaissaient au contraire à l'électorat africain comme les seuls à pouvoir rebâtir le pays sur des bases politiques entièrement nouvelles, et répondre à leurs espérances. Les deux chefs du Front patriotique avaient averti aussi que si Muzorewa était élu, ils reprendraient la guerre.

---

(8) « Si vous votez pour Mugabe, répétait-il, il vous prendra votre maison, votre vélo, vos poulets et même vos enfants. »

La défaite de Muzorewa fut cinglante. Le résultat fut sans appel : Mugabe 57 sièges sur 100, Nkomo 20 (soit la totalité des sièges réservés aux Ndebele), Muzorewa 3, Sithole aucun. À la surprise générale, Nkomo refusa la présidence de la République pourtant conçue pour lui, préférant à cette fonction honorifique un grand ministère de l'intérieur, de la défense et de la sécurité que Mugabe, méfiant, ne lui accorda pas. Mugabe choisit alors comme chef de l'État un compagnon de lutte loyal et qui ne lui ferait pas d'ombre, le pasteur méthodiste Canaan Banana, l'une des rares personnalités Ndebele à avoir rallié la ZANU, avec un indiscutable passé de résistant.

Le résultat des élections fut accueilli dans tout le pays par une explosion de joie chez les Africains, mais il n'y eut pas débordements. Muzorewa reconnut sportivement sa défaite. Chez les Blancs, qui votèrent unanimement pour Ian Smith et le *Rhodesian Front*, et n'avaient rien vu venir, ce fut la stupeur, mais ils ne cédèrent pas à la panique. Ian Smith annonça qu'il occuperait son siège de député et, pour l'ouverture solennelle de la session du nouveau parlement, il fit une entrée très remarquée, conduisant la procession traditionnelle aux côtés de Robert Mugabe.

Mugabe constitua un gouvernement, sinon d'unité nationale, du moins de réconciliation nationale, avec une majorité de ministres shonas, quelques Ndebele et deux ministres blancs.

À l'étranger, le retentissement du vote en Rhodésie fut considérable. Il fut fêté par le mouvement des non-alignés et l'OUA. C'était une grande victoire pour les États de la ligne de front. La levée des sanctions redonnait au Zaïre et à la Zambie, pour leurs exportations vitales de cuivre, un accès à l'Océan indien. Dans le Sud-Ouest africain, sous administration sud-africaine, elle galvanisait le mouvement indépendantiste namibien de la SWAPO (9). L'Afrique du Sud réagit avec modération, s'engageant à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures du Zimbabwe, mais attendant en retour qu'il n'offre pas de base arrière à l'ANC.

À la réflexion, alors qu'ils n'en avaient jamais imaginé l'ampleur, cette majorité absolue obtenue par Mugabe ne fut pas pour les Sud-Africains et les Britanniques une si mauvaise nouvelle. Elle évitait la reprise de la guerre civile. Mugabe était renforcé dans son propre camp, et pourrait canaliser les ardeurs des plus radicaux de ses camarades de lutte. La légitimité d'un gouvernement trop pro-occidental aurait été contestée par les États africains qui étaient à la pointe du combat pour la décolonisation complète du continent : Algérie, Tanzanie, Angola, Mozambique, Ethiopie.

---

(9) La Namibie n'accèdera à l'indépendance que dix ans plus tard.

Mugabe et Nkomo demandèrent aux Britanniques, dont la présence politique et militaire les rassurait, de proclamer l'indépendance à une date pas trop rapprochée (10), et l'accord se fit sur le 18 avril.

Trois acteurs jouèrent dans cette période un rôle crucial : lord Soames, Robert Mugabe et le lieutenant général Peter Walls, commandant en chef de l'armée rhodésienne. Mugabe annonça très vite qu'il lui avait demandé de rester à son poste, alors qu'il avait été l'un des piliers du régime Ian Smith, dirigeant la « guerre du bush » et les raids contre la guérilla et ses bases arrière à l'étranger. Walls accepta. La bonne entente entre les trois, et plus encore la confiance mutuelle qu'ils surent établir, n'allaient nullement de soi. Elles furent déterminantes dans la transition inespérée vers l'indépendance.

En nommant lord Soames gouverneur de Rhodésie, Mme Thatcher avait fait un choix très judicieux. Elle confiait une mission historique et exceptionnellement difficile à une personnalité politique de premier plan, qui aurait la légitimité et l'autorité nécessaires. Gendre de Winston Churchill, parlementaire conservateur très en vue, Christopher Soames avait été ministre de l'agriculture, puis commissaire européen chargé des relations extérieures et du commerce. Il était revenu à Londres, au printemps 1979, comme leader de la Chambre des lords et lord président du conseil. Le Foreign Office lui avait adjoint un grand ambassadeur, sir Antony Duff, et une équipe très brillante de jeunes diplomates, dont plusieurs accédèrent par la suite à de grands postes (11). Pendant les quatre mois où le pays pouvait replonger dans la guerre civile, lord Soames sut faire preuve d'un remarquable sens du dialogue, et même de charme, mais montra en même temps une fermeté implacable, menaçant d'interdire les élections ou de ne pas valider les résultats là où il y aurait reprise des combats.

Francophile, aimant parler le français, il gardait, malgré « l'affaire Soames », un très bon souvenir de sa mission à Paris comme ambassadeur de Grande-Bretagne entre 1968 et 1972 (12). Pour le consul général de France, l'accès au gouverneur en était facilité. Soames était un géant jovial, bon vivant, inaccessible à l'angoisse ou aux hésitations, et très pragmatique (13). Il n'avait au départ,

---

(10) Ils demandèrent même à lord Soames de rester à son poste quelques semaines de plus, après l'Indépendance, proposition que le gouverneur déclina.

(11) Le conseiller politique du gouverneur, Robin Janvrin, fut secrétaire privé de la reine, et siège aujourd'hui à la Chambre des lords.

(12) Recevant sir Christopher Soames le 4 février 1969, le général de Gaulle lui avait rappelé les raisons pour lesquelles il s'était opposé à deux reprises (1963 et 1967) à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. La pleine adhésion n'était peut-être pas la seule formule concevable. Le général était prêt à engager une réflexion sur ce sujet par des conversations bilatérales discrètes. Le compte-rendu confidentiel de l'ambassadeur fut divulgué à la presse britannique par le Foreign Office. Cette fuite nous mettait en difficulté vis-à-vis des autres Etats-membres, qui souhaitaient la pleine adhésion de la Grande-Bretagne. Une tension s'ensuivit entre Paris et Londres. Le départ du général mit un point final à « l'affaire Soames »

comme les Conservateurs, aucune sympathie particulière pour les idées politiques de Mugabe, et leurs affrontements furent vifs lors de la campagne électorale. Mais le gouverneur s'inclina devant le résultat indiscutable du scrutin, et travailla en bonne intelligence avec le premier ministre à la préparation de l'indépendance dans un climat apaisé.

Les nouveaux dirigeants héritaient d'une économie plus gravement marquée par les destructions de la guerre que par l'impact des sanctions.

Sur le plan économique, les sanctions internationales eurent finalement un effet contraire à celui qui était recherché : ne pouvant plus importer, ou plus difficilement et plus cher, la Rhodésie s'efforça de se passer de l'étranger dans le maximum de domaines. Elle devint autosuffisante en céréales. Une industrie légère nationale très diversifiée se développa. De nouvelles sources d'énergie furent exploitées (éthanol, gaz de charbon). Entre 1965 et 1975, le PNB augmenta de 3 à 10 % selon les années.

La Rhodésie du Sud ne fut jamais coupée du monde. Le blocus du port mozambicain de Beira par la Royal Navy fut inefficace, puisque les pétroliers pouvaient décharger dans les ports de Durban et Port Elizabeth. Tout le commerce rhodésien passait par l'Afrique du Sud : ce fut une brèche majeure dans le dispositif des sanctions. Grâce à l'amendement Byrd, signé par le président Nixon en 1971 en pleine guerre froide, en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité, la Rhodésie continua à exporter sur le marché américain son chrome, dont elle était avec l'Union soviétique l'un des deux producteurs mondiaux.

Mais la guerre fit 20 000 morts. Elle opposa une guérilla de près de 50 000 hommes à une armée rhodésienne qui mobilisa jusqu'à 100 000 hommes. 200 000 Noirs trouvèrent refuge en Zambie et au Mozambique. 750 000 furent déplacés pour être regroupés dans des « villages protégés », comme l'avait fait l'armée américaine au Vietnam.

Avec mes collègues de la CEE, nous rencontrâmes à leur retour d'exil Robert Mugabe et Joshua Nkomo. Pour l'un comme pour l'autre, la priorité immédiate était le retour des réfugiés et la formation d'une armée nationale unifiée. La réduction des inégalités entre les deux communautés serait l'axe central de leur politique économique et sociale, qu'ils nous confirmèrent après l'élection : développement des zones rurales, plan national de santé, éducation gratuite pour tous, augmentation des salaires, africanisation graduelle de la fonction publique et de l'encadrement de l'armée. En politique étrangère, non alignement, adhésion

---

(13) Hervé Alphand, qui l'avait bien connu lorsqu'il était secrétaire général du Quai d'Orsay, écrit dans ses mémoires : « Soames était un Anglais rubicond, grand buveur, aimant la vie, de l'époque des George plus que de celle de la reine Victoria » *L'étonnement d'être, journal 1939-1973*.

à l'ONU, à l'OUA et à la convention de Lomé.

Sur son programme économique, qui inquiétait beaucoup les Blancs (« Comrade Bob » se disait « marxiste-léniniste-maoïste »), Mugabe se montra rassurant. Il ne nationaliserait pas les mines. Il n'exproprierait pas les fermiers, mais il installerait des agriculteurs noirs sur les terres qui appartenaient aux Blancs et que ceux-ci ne cultivaient pas : « Nous instaurerons le socialisme en reconnaissant les réalités zimbabwéennes. L'entreprise privée sera respectée jusqu'à ce que la situation soit mûre pour le passage au socialisme. C'est pour nous un principe politique fondamental ». Nkomo était sur la même ligne. Tous deux prévoyaient un très gros programme d'alphabétisation et de formation professionnelle. Dans un pays qui comptait alors 6,6 millions de Noirs et 200 000 Blancs, 6 Noirs sur 10 ne savaient ni lire ni écrire.

Robert Mugabe, né en 1924, élève des jésuites, avait d'abord été enseignant pendant quinze ans, à Lusaka puis à Accra, après avoir obtenu cinq diplômes de licence à l'université sud-africaine de Fort Hare. Il les avait complétés pendant ses dix années de captivité (14) par deux masters, préparés par correspondance avec l'université de Londres. Avec son profil d'intellectuel ascétique et son ton professoral, il ennuyait les foules mais, en petit comité, il était impressionnant, pédagogue, et répondait très clairement, dans un anglais recherché, à toutes nos questions. Joshua Nkomo, de sept ans son aîné, lui aussi formé à l'université de Fort Hare (15), et issu du syndicalisme cheminot, était tout l'opposé. Colosse au gabarit hors normes, il était bon vivant, charismatique, remarquable tribun.

Ces semaines de transition donnèrent lieu à d'intenses contacts entre la future équipe gouvernementale et les responsables de la communauté blanche. Les dirigeants des grandes multinationales minières (16), à commencer par la Lonrho qui avait des intérêts considérables en Rhodésie, multiplièrent les réunions avec Robert Mugabe et obtinrent des assurances cohérentes avec son discours.

La *Commercial Farmers Union* rassemblait les 4 500 plus grands exploitants agricoles (17). Les fermiers blancs étaient très inquiets, et ne croyaient qu'à moitié aux bonnes paroles de leur futur premier ministre. Mais ils avaient à leur tête un président remarquable, Denis Norman, qui prit l'initiative, dès le retour d'exil de Mugabe, de lui faire survoler, à bord de son petit avion personnel, les milliers d'hectares de maïs et de tabac qui faisaient la richesse de l'agriculture rhodé-

---

(14) L'administration pénitentiaire ne l'autorisa pas à se rendre aux obsèques de son fils unique, au Ghana dont son épouse Sally était originaire.

(15) Créé en 1916 comme collège, devenu université en 1960, cet établissement sud-africain d'enseignement supérieur, qui rayonnait dans toute l'Afrique australe, était réservé aux Noirs. Fort Hare a formé plusieurs dirigeants nationalistes de premier plan. Nkomo y a fait ses études avec Mandela et Mugabe avec Nyerere.

(16) Lonrho, Anglo-American, Union Carbide, Rio Tinto.

(17) Dont les fermes avaient une surface moyenne de 2 500 ha.

sienne. « Voilà ce que nous vous apportons, Monsieur. Pouvons-nous rester? ». Dans le premier gouvernement Mugabe, Denis Norman, nommé ministre de l'Agriculture, joua un rôle essentiel pour convaincre les fermiers européens de ne pas partir. Le second ministre blanc, David Smith, à l'Industrie, avait beaucoup de crédit dans la communauté européenne car il n'avait jamais été particulièrement ouvert aux revendications des Noirs.

J'appris à connaître les fermiers rhodésiens, à l'égard desquels j'étais arrivé avec beaucoup de préjugés. Le système politique rhodésien, lui, était authentiquement raciste. Il avait construit un apartheid moins institutionnel et moins odieux en apparence que celui d'Afrique du Sud, mais bien réel. Il convenait parfaitement aux petits Blancs. Mais les grands exploitants agricoles étaient plus paternalistes que racistes. Ils faisaient vivre des familles entières. Ils étaient profondément attachés à leur terre (leur première question était toujours : « *How do you find our country ? Isn't it gorgeous ?* »). Avec un climat tropical de plateau exceptionnel, des paysages magnifiques et très variés, des infrastructures routières et touristiques parfaitement entretenues, la Rhodésie était pour les Blancs un pays de cocagne.

Les tensions entre les deux communautés étaient moins perceptibles sur les fermes que dans les magasins, les hôtels et les restaurants de Salisbury (18). Héritiers le plus souvent de plusieurs générations de colons, ils invitaient volontiers notre petit groupe de diplomates à leurs barbecues du week-end, les « brais ». Ils venaient nous chercher à l'aéroport de Salisbury avec leur avion, qui atterrissait sur l'herbe entre deux rangées de maïs. Un bœuf entier rôtissait sur la broche. Leurs premières demandes de visas pour la France furent pour le salon de l'Agriculture de mars 1981. Les fermiers firent le pari de Mugabe et essayèrent de rester aussi longtemps que possible. En revanche, la plupart des petits Blancs redoutaient les lendemains de l'indépendance, et l'africanisation progressive des métiers. À raison de 1 500 à 2 000 par an, cadres, techniciens, ouvriers qualifiés, petits commerçants, coiffeurs, médecins, fonctionnaires, quittèrent leur pays, presque tous pour l'Afrique du Sud.

En sens inverse, plusieurs hauts cadres africains formés à l'étranger, surtout en Grande-Bretagne, commencèrent à revenir dans leur pays natal, comme le premier recteur noir de l'université d'Harare, Walter Kamba. Pendant ces années 1980-1981, un miracle parut possible : la majorité noire serait enfin au pouvoir, le potentiel d'un des plus riches pays du continent serait préservé. Mugabe pouvait aspirer à devenir l'une des grandes voix de l'Afrique.

L'indépendance du Zimbabwe fut proclamée sur le grand stade Rufaro de Salisbury, le 18 avril à minuit. En présence du prince Charles, représentant la reine (19), de lord Carrington, de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement du

---

(18) Gérard de Villiers a bien rendu compte de l'atmosphère de Salisbury avant la chute du régime de Ian Smith dans *Compte à rebours en Rhodésie* (SAS n°43, 1976).

Commonwealth et de nombreux ministres étrangers (20), l'*Union Jack* fut amené, le *God save the Queen* joué pour la première fois depuis des décennies, et la dernière, et le drapeau du Zimbabwe hissé dans une immense clameur. Le concert de Bob Marley et des Wailers, qui rendait hommage à la lutte de libération, enflamma l'assistance (21).

Salisbury, dont le nom était celui du premier ministre britannique au moment de la fondation de la ville en 1890, prit le nom shona de Harare, en souvenir du chef tribal du lieu. Les consuls généraux furent nommés chargés d'affaires « en pied ». Je rendis visite au tout nouveau ministre des Affaires étrangères, Simon Muzenda, l'un des plus anciens compagnons de route de Mugabe, pour lui remettre une note verbale proposant l'établissement de relations diplomatiques entre la France et le Zimbabwe (22). Je présentai un peu plus tard au président Banana les lettres qui m'accréditaient auprès de lui (23).

Pour représenter la France à la cérémonie d'indépendance, le président Giscard d'Estaing désigna Louis de Guiringaud. Il était le seul responsable politique français à avoir rencontré Robert Mugabe, à Maputo, en août 1977, à l'occasion de la première visite officielle d'un ministre français des Affaires étrangères en Afrique australe. Au cours de cet entretien, le dirigeant de la ZANU avait marqué à l'égard de l'Union soviétique une grande méfiance, et souligné par contraste la qualité du soutien chinois (24). Parlant des relations avec la France, il s'était félicité de l'interruption de nos livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Pour contourner l'embargo sur les ventes de matériel militaire à la Rhodésie, nous avions, pendant plusieurs années, exporté des hélicoptères Alouette en pièces détachées vers l'Afrique du Sud, où ils étaient assemblés avant d'être acheminés en Rhodésie. Mugabe rappelait qu'en violant l'embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud, la France avait équipé l'armée rhodésienne et favorisé le maintien au pouvoir du régime de Ian Smith.

Lors de leur seconde rencontre (25), Robert Mugabe fut très cordial. Le Zimbabwe pouvait reprocher à la France d'avoir maintenu avec le régime précédent des liens plus ou moins occultes, et d'avoir vendu à l'Afrique du Sud des licences

---

(19) La Rolls Royce royale noire fit lentement le tour du stade, précédée et suivie de lanciers à cheval avec casque colonial et fanion au bout de leur lance, comme dans un film en costumes d'époque.

(20) L'Afrique du Sud n'était pas invitée. L'URSS envoya une délégation de rang modeste.

(21) Bob Marley avait composé pour cette circonstance historique *Zimbabwe, get up, stand up for your rights*, repris en chœur par la foule du stade.

(22) « Que dois-je en faire ? me répondit le ministre. Nous sommes bien sûr d'accord. Mais je n'ai aucune expérience. Le mieux est que vous rédigiez vous-même notre réponse ».

(23) Lettres signées, non par le président de la République comme pour des lettres de créance, mais par le ministre des Affaires étrangères, Jean François-Poncet.

(24) « Les Chinois ne vous demandent jamais rien en échange de leur appui militaire. »

de fabrication de matériel militaire qui avaient servi à la lutte contre les mouvements de libération (26). Mais, en ce qui le concernait, il voulait oublier le passé et souhaitait établir avec la France des relations étroites de coopération. Il exprima le vœu que nous nous intéressions davantage à l'Afrique australe. M. de Guiringaud proposa dans l'immédiat notre aide à la formation d'un premier groupe de diplomates francophones à l'Alliance française de Harare. Quelques semaines plus tard, nous fûmes en mesure d'accorder une aide alimentaire à la réinstallation des réfugiés. 17 ministres vinrent à la réception offerte à la résidence par M. de Guiringaud. L'ancien chef de notre diplomatie joua un rôle très utile dans le bon démarrage de nos relations avec le Zimbabwe, malgré le passé. Les semaines qui suivirent l'indépendance virent se succéder à Harare plusieurs délégations de chefs d'entreprise français (27), qui étaient impressionnés par l'envergure du premier ministre, ses dispositions positives à notre égard, et le bon accueil de ses ministres.

Le Royaume-Uni avait promis un effort considérable. Les pays scandinaves avaient soutenu les mouvements de libération nationale, ils continueraient à aider les gouvernements issus de ces mouvements. C'est principalement à travers la CEE que la France aiderait le Zimbabwe.

Robert Mugabe portait un jugement très positif sur la manière dont nos colonies d'Afrique subsaharienne avaient accédé à l'indépendance. Il avait beaucoup lu sur notre histoire. Pendant ses années de prison, il avait rédigé pour l'un de ses masters une étude sur l'administration napoléonienne. « Vous avez en France, m'avait-il dit avant les élections, une institution remarquable, les préfets. Les Britanniques n'ont jamais su créer l'équivalent. Si je suis élu premier ministre, le premier membre de mon gouvernement à se rendre en Europe sera le ministre de l'administration territoriale, et je vous demanderai de bien vouloir l'inviter en France pour étudier l'administration préfectorale ». Ce qui fut fait dès le mois de juin, avec la visite en France du ministre Eddison Zvobgo.

Comme prévu, les chargés d'affaires, au bout de quelques mois, cédèrent la place aux ambassadeurs. Gabriel de Bellescize présenta ses lettres de créance au président Banana le 9 octobre 1980. Je poursuivis ma mission au Zimbabwe

---

(25) 21 avril 1980. M. de Guiringaud était accompagné par Jean Guéguinou et Hadelin de La Tour du Pin. Nous avons été les quatre Français à recevoir la médaille de l'indépendance du Zimbabwe.

(26) Les Alouettes équipées de mitrailleuses furent beaucoup utilisées dans la lutte contre la guérilla. Lors de mes premiers contacts avec les nouveaux ministres, le sujet fut parfois abordé en termes très durs. Le ministre délégué à la sécurité, Emmerson Mnangagwa, déclara aux chargés d'affaires de la CEE : « Je vous rappelle, Messieurs, que vous ne nous avez pas donné un centime, ni un fusil, et que vous avez violé l'embargo ». Par ailleurs, une centaine de mercenaires français s'étaient enrôlés dans l'armée rhodésienne. Ils quittèrent peu à peu le pays après l'indépendance. Beaucoup furent recrutés par l'Afrique du Sud pour les combats contre la guérilla nationaliste namibienne.

(27) CNPF (conduite par Jean Dromer, président de la BIAO), BRGM, UTA.

comme numéro deux de l'ambassade, jusqu'à mon retour à Paris en septembre 1981.

Les premières années du Zimbabwe indépendant furent très encourageantes. Robert Mugabe se rendit compte de l'exceptionnel capital agricole et minier que lui léguait la Rhodésie, et il tint sa promesse de ne pas nationaliser les mines, et de ne pas exproprier les grands exploitants agricoles. Les expropriations et nationalisations du FRELIMO, et l'exode massif des Portugais du Mozambique, dont il avait pu constater les conséquences catastrophiques lors de son exil à Maputo, l'avaient beaucoup marqué (28).

Les choses se dérégèrent à partir de 1983. Mugabe et les Shonas voulaient régler leurs comptes avec les Ndébélés qui, durant des siècles, les avaient attaqués avec des razzias régulières et des viols. La ZANU fabriqua de toutes pièces un complot pour justifier un véritable nettoyage ethnique, qui fit 20 000 morts civils, massacrés, sous les ordres du ministre de la sûreté nationale Emmerson Mnangagwa, par la 5<sup>e</sup> brigade qu'avaient formée les Nord-Coréens. En 1987, Mugabe se fit élire président de la République et supprima le poste de premier ministre. Puis, à partir de 2000, il commença à céder aux pressions des anciens combattants de la ZANLA et des militants de la ZANU qui voulaient s'installer sur les terres des Blancs. Ils n'avaient pas les connaissances ni l'équipement nécessaires et beaucoup de terres restèrent inexploitées, déclenchant un exode des fermiers et une très grave crise alimentaire dans un pays exportateur de céréales. La réforme agraire de 2002, certes justifiée mais brutale, sans indemnisation, fut un désastre. Le Zimbabwe comptait 200 000 Blancs en 1980. Ils sont 20 000 en 2020, dont moins d'une cinquantaine de fermiers, pour une population totale de 14 millions d'habitants.

Parallèlement, la dérive autoritaire du régime s'aggrava. En 2008, alors que son adversaire, le dirigeant syndical Morgan Tsvangirai, avait gagné le premier tour de l'élection présidentielle, Mugabe déclencha une violence aveugle de la ZANU entre les deux tours, au point que Tsvangirai se retira de la compétition alors que l'élection lui était acquise. Sous la pression du président sud-africain Thabo Mbeki, Mugabe accepta de recréer le poste de premier ministre et de confier à Morgan Tsvangirai la direction d'un gouvernement d'union nationale. Celui-ci resta en fonction jusqu'à l'élection présidentielle de 2013, que Mugabe remporta sans difficultés contre Tsvangirai. Il supprima de nouveau le poste de premier ministre. La spirale reprit : despotisme de plus en plus sanglant, élections truquées, opposition pourchassée, assassinats politiques, effondrement économique et financier, inflation délirante, endettement massif auprès des institutions

---

(28) Premier chef d'État invité en visite officielle après l'indépendance, Samora Machel déclara au grand dîner offert par le président Banana, en présence de tout le gouvernement et du corps diplomatique : « Je m'adresse à mes amis zimbabwéens et je leur dis : ne faites pas comme nous. Sachez créer le climat de confiance qui convaincra les Blancs de rester ».

internationales. La communauté internationale fut impuissante à contenir cette dérive. Les sanctions britanniques, américaines et du Commonwealth, ne firent qu'alimenter la paranoïa et le racisme anti-Blancs de Mugabe. En 2017, un coup d'État, organisé avec l'appui de l'armée par le vice-président Emmerson Mnangagwa, l'un des plus anciens compagnons de route de Robert Mugabe, le chassa du pouvoir (29).

Les semaines qui précédèrent le 18 avril 1980, et les mois qui suivirent l'indépendance, furent un trop bref moment d'espoir. Avec le recul, une parenthèse heureuse dans une histoire qui ne le fut pas. Bien sûr, nous mesurons tous les immenses difficultés qui attendaient les dirigeants du Zimbabwe indépendant. Mais personne n'avait envisagé les dégâts que pourrait infliger à son peuple celui pour lequel il incarnait sa libération et la promesse d'une grande réussite.

Daniel JOUANNEAU  
ancien ambassadeur

### Bibliographie sommaire sur la Rhodésie et le Zimbabwe

- Odette Guitard, *Les Rhodésies et le Nyassaland*, Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 1973.
- Roland Pichon, *Le drame rhodésien, résurgence du Zimbabwe*, L'Harmattan, 1975.
- Daniel Jouanneau, *Le Zimbabwe*, Presses Universitaires de France (Que sais-je ?), 1983.
- Jean-Louis Balans, Michel Lafon, *Le Zimbabwe contemporain*, Karthala, 2000.
- Doris Lessing, *The Grass is Singing*, Michael Joseph, 1950.
- Dambudzo Marechera, *The House of Hunger*, Heinemann, 1978.
- Robert Gabriel Mugabe, *Our War of Liberation*, Mambo Press, 1983.
- Peter Godwin, Ian Hancock, *Rhodesians Never Die*, Baobabs Books, 1995.
- Ian Smith, *The Great Betrayal, Memoirs*, John Blake, 1997.
- Brian Raftopoulos, Alois Mlambo, *Becoming Zimbabwe*, Weaver Press, 2009.
- Peter Godwin, *The Fear: The Last Days of Robert Mugabe*, Picador MacMillan, 2011.
- Alois Mlambo, *A History of Zimbabwe*, Cambridge University Press, 2014.
- Sue Onslow, Martin Plaut, *Robert Mugabe*, Ohio University Press, 2018.
- Ian Colvin, *Cecil Rhodes*, Blurb, 2019.

---

(29) Les principaux acteurs de la transition de 1980 sont aujourd'hui décédés : lord Soames (1987), Joshua Nkomo (1999), Ian Smith (2007), Mgr Muzorewa (2010), le lieutenant-général Walls (2010), Robert Mugabe (2019).

## RÉSUMÉS

### L'ALSACE LORRAINE ET LA CONFÉRENCE DE LA PAIX LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les conditions et les modalités de la réintégration de l'Alsace-Lorraine à la France sont détaillées dans la section V du traité de Versailles. La question de la réintégration des territoires perdus a occupé les hommes politiques et les diplomates longtemps auparavant et elle a été posée, en réalité, dès les premiers mois de la guerre. Les travaux historiques récents ainsi que l'examen de sources archivistiques et documentaires encore peu exploitées permettent de mieux appréhender la place de la désannexion de l'Alsace-Lorraine dans les buts de guerre des alliés, ainsi que les travaux et études préparatoires menés tant par la Conférence d'Alsace Lorraine que par le comité des études, constitué d'experts (historiens, géographes, économistes et linguistes). Les mémoires, rapports et propositions de ces spécialistes ont fourni des matériaux extrêmement utiles aux négociateurs pour défendre la position française et définir les modalités du retour de l'Alsace Lorraine à la France.

The conditions and modalities for the reintegration of Alsace-Lorraine into France are detailed in section V of the Treaty of Versailles. The question of the reintegration of the lost territories occupied politicians and diplomats long before and it was posed, in reality, from the first months of the war. The recent historical works as well as the examination of archival and documentary sources archives that have not been much studied make it possible to better apprehend the place of the desannexion of Alsace-Lorraine in the war goals of the allies, as well as the works and preparatory studies carried out by the Alsace Lorraine Conference and by the studies committee, made up of experts (historians, geographers, economists and linguists). The briefs, reports and proposals of these specialists have provided extremely useful materials for the negotiators to defend the French position and define the modalities for the return of Alsace Lorraine to France.

## LE CONSULAT FRANÇAIS À HAIPHONG, 1954-1955 : UNE REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE MORT-NÉE

La France ouvrit en mars 1955 à Haiphong une antenne de sa délégation générale à Hanoi. La France ayant refusé la création d'une représentation nord-vietnamienne à Paris, demandée par Hanoi en contrepartie, la RDVN multiplia les brimades envers ce consulat qui dut fermer dès novembre 1955.

In March, 1955, France opened in Haiphong a consulate which operated under the authority of the French general delegate in Hanoi, Jean Sainteny. In return, North Vietnam required to be allowed to open a diplomatic representation in Paris. Since this request was not granted, North Vietnamese authorities submitted the consulate and its personnel to a harsh treatment which caused the station to close as early as November, 1955.

## QUAND L'ACTION ISRAËLIENNE EN AFRIQUE NOIRE BOUSCULE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE (1958 – DÉBUT DES ANNÉES 1960)

Cet article évalue les conséquences pour la France de l'action d'Israël en Afrique noire francophone entre 1958 le début des années 1960, aussi bien concernant les rapports de la France avec ses anciennes colonies d'Afrique noire que pour ses relations avec le reste du monde. Il analyse enfin le succès de la politique israélienne dans certains États d'Afrique noire au grand dam de la France.

This paper assesses the consequences of the diplomatic activities of Israel in French-speaking Africa between 1958 and the early 1960s, for relations between France and its former colonies, as well as between France and the rest of the world. It explains why Israeli policy toward several African states succeeded so well, to the detriment of France.

## DE LA RHODÉSIE AU ZIMBABWE, 18 AVRIL 1980

La France avait fermé son consulat général à Salisbury en 1965, en application des sanctions internationales contre l'indépendance unilatérale de la Rhodésie du Sud, régime d'apartheid. Ces sanctions ayant été levées en 1979 après l'annonce d'élections au suffrage universel pour 1980, l'auteur a assuré la réouverture du poste, qui avait vocation à se transformer en ambassade. Il évoque les circonstances de sa mission, en les replaçant dans le contexte de la fin de la transition de la Rhodésie du Sud au nouvel Etat du Zimbabwe.

The unilateral declaration of independence by the apartheid regime of South Rhodesia in 1965 was met by the imposition of international sanctions which caused France to close its consulate in the country. When an arrangement was found in 1979 for elections under a one-man-one-vote suffrage due in 1980, sanctions were lifted and France re-opened its consulate, which would soon become its embassy in the new state of Zimbabwe. The author was commissioned to renew diplomatic ties between Paris and Salisbury. In this paper, he reminisces about his mission, which he places in the historical background of the transition between the two regimes.

LA FIN DE LA GUERRE FROIDE DANS L'ŒIL DES ANALYSTES POLITIQUES  
AMÉRICAINS : L'ÉCHEC DE LA RÉNOVATION IDÉELLE DE LA POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS (1987-1993)

Au tournant des années 1990, les rapprochements diplomatiques entre Moscou et Washington, la chute des régimes communistes européens et le démembrement de l'Union soviétique imposent une réflexion chez l'élite intellectuelle américaine quant à la transformation de l'ordre mondial, jusqu'alors vu à travers le prisme de la guerre froide, et au rôle des États-Unis dans le monde.

Cet article vise, par l'étude des discours parus dans les revues *Foreign Affairs*, *Foreign Policy* et *The National Interest*, à prendre le pouls des discussions de l'époque et à analyser leur influence sur l'articulation de la politique étrangère américaine. On y découvre la difficulté que les analystes ont alors à sortir du cadre interprétatif d'une opposition bipolaire pour proposer de nouvelles options. On y constate aussi, malgré l'essor de reconceptualisations et de propositions plus audacieuses, leur échec à construire un nouveau paradigme consensuel pouvant avoir une application concrète. Ainsi, à travers la marginalisation de la Russie dans leur appréciation des nouveaux enjeux internationaux et un triomphalisme souvent implicite, ils participent à établir les bases idéelles d'une nouvelle politique étrangère ressemblant à celle ayant eu cours durant la guerre froide, dont l'héritage se fait encore sentir aujourd'hui.

At the turn of the 1990s, the diplomatic rapprochements between Moscow and Washington, the collapse of the European communist regimes and the breakup of the Soviet Union forced the American intellectual elite to reflect on the transformation of the world order, until then seen through the prism of the Cold War, and on the role of the United States in the world.

This article aims, through the study of the papers published in *Foreign Affairs*, *Foreign Policy* and *The National Interest*, to take the pulse of the discussions of the time and analyze their influence on the conceptualization of American foreign policy. It reveals the difficulty that analysts had to leave the interpretative framework of a bipolar opposition to propose new options. It also shows, despite the rise of reconceptualizations and more daring proposals, their failure to build a new consensual paradigm that could have a concrete application. Thus,

through the marginalization of Russia in their appreciation of the new international game and an often implicit triumphalism, they participate in establishing the ideal basis for a new foreign policy resembling that which had taken place during the Cold War, whose legacy is still felt today.

1887 ————— 2020



# LA REVUE

## D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE

Créée en 1887, la Revue d'Histoire Diplomatique a pour ambition de contribuer à la connaissance de l'histoire en général et des relations internationales en particulier. Emanation de la Société d'Histoire Diplomatique fondée un an plu tôt et présidée aujourd'hui par le Prince Gabriel de Broglie, Membre de l'Académie Française, elle a pour mission de refléter le double caractère de cette société mêlant diplomates et historiens.

La Revue d'histoire diplomatique de part son contenu a gagné une autorité reconnue par les chercheurs et universitaires du monde entier comme en témoigne sa présence dans un très grand nombre de bibliothèques universitaires à travers le monde qu'elles soient ou non de pays francophones (citons pour exemples les bibliothèques des Université de Tokyo, des universités de Princeton et d'Harvard, du MGIMO de Moscou, du Max Planck institut, des universités de Cambridge, d'Oxford, de la Sorbonne et de Sciences Pô Paris...).

Sans qu'il ne nous appartienne de juger le bien fondé des classements des revues, la RHD est sensible au fait d'être régulièrement classée en catégorie B. Enfin la présence de cette revue en langue française en accès libre dans des universités anglophones, nous apparait être gage de sa bonne tenue universitaire.

En cette 133<sup>ème</sup> année la revue dirigée par les professeurs Georges Henri Soutou, membre de l'Académie des sciences morales et politiques et Maurice Vaïsse, Professeur des universités, poursuit son rythme régulier de parution trimestrielle et conserve son érudition par un comité de rédaction associant universitaires et diplomates.

Editée par une maison d'éditions indépendante spécialisée depuis les années 1880 en droit international et diplomatie, la Revue d'histoire diplomatique est exclusivement financée par les abonnements de ses lecteurs, garantissant ainsi à ces derniers son sérieux et son indépendance.

---

### Bulletin d'abonnement de La Revue d'histoire diplomatique

Editions A. PEDONE - 13 Rue Soufflot - 75005 PARIS - télécopie: +33 (0)1.46.34.07.60 [librairie@pedone.info](mailto:librairie@pedone.info)  
Règlement : 90 € pour la France - 105 € pour l'Europe - 125 € pour le reste du Monde.

- Chèque bancaire  
 Carte bancaire ( Bleu - Visa - Mastercard )

N° ...../...../...../..... Date de validité :.....

Cryptogramme ..... Signature :

Nom.....

Adresse.....

Ville ..... Pays.....